

# le CODIVOIRIEN



Même si tu ne comprends pas, tu vas comprendre !

## MALADE, VIVANT, MORT...



# OÙ EST PASSÉ "ZÉRO" GUILLAUME ?

www.lecodivoirien.ci

## Akwaba Dablamakan S.

### BONNE FÊTE DE RAMADAN !

Après un long mois de pénitence, les fidèles musulmans s'apprêtent à célébrer la fin du Ramadan. Comme le veut la tradition, la fête dépend de l'observation du croissant lunaire. Elle pourrait être célébrée ce vendredi, le calendrier islamique étant basé sur les cycles de la lune.

Dans l'islam, le jeûne du Ramadan fait partie des cinq piliers, avec la profession de foi, la prière, l'aumône et le pèlerinage à La Mecque.

Au-delà de la privation de nourriture et de boisson du lever au coucher du soleil, cette période est surtout un moment de purification, de maîtrise de soi, de prière et de solidarité.

La fin du jeûne est marquée par la fête de l'Aïd el-Fitr, moment de partage, de pardon et de retrouvailles en famille, après un mois d'effort spirituel.

En tout cas, très bonne fête de Ramadan à tous !

### PROMOTION DES DROITS DE LA FEMME



### DOMINIQUE OUATTARA APPELLE À UNE JUSTICE PLUS ÉQUITABLE



91 ANS D'HENRIETTE  
DAGRI DIABATÉ

### L'hommage POIGNANT D'AMADOU COULIBALY

**Vous avez loupé l'actualité ces temps-ci ? Séance de rattrapage...**

## LÉGISLATIVES PARTIELLES

### Les résultats de Toumodi et Dualla-Massala sont définitifs

La Commission électorale indépendante (CEI) a annoncé que les résultats des élections législatives dans les circonscriptions de Toumodi Commune et de Dualla-Massala sont désormais définitifs, à la suite de la décision du Conseil constitutionnel. Dans un communiqué publié le vendredi 13 mars 2026 à Abidjan, l'institution précise que les résultats provisoires proclamés le 23 février, à l'issue du scrutin du 21 février, ont été confirmés par la haute juridiction après examen du contentieux électoral.

Le Conseil constitutionnel avait été saisi d'une seule requête portant sur la circonscription n°204 (Dualla et Massala). Après étude du dossier, il a validé les résultats proclamés par la CEI. Ainsi, les résultats des circonscriptions n°021 (Toumodi Commune) et n°204 (Dualla et Massala) deviennent définitifs.

## IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE

### 127 migrants ivoiriens revenus d'Algérie



Le ministre délégué auprès du ministre d'État, chargé de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Adama Dosso, a accueilli, le mercredi 11 mars 2026, 127 ressortissants ivoiriens de retour d'Algérie dans le cadre des opérations de retour volontaire et de réintégration. La cérémonie s'est tenue à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny de Port-Bouët (Abidjan).

Cette opération, menée avec l'appui de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Expertise France, a permis d'orienter les migrants vers un dispositif d'assistance comprenant suivi médical, accompagnement psychosocial et soutien financier d'urgence. Le ministre a réaffirmé l'engagement de l'État à protéger ses ressortissants à l'étranger et à favoriser leur réintégration dans des conditions dignes et durables.

## ASSEMBLÉE NATIONALE

### Les députés renforcent leurs capacités



Dans le cadre du renforcement des capacités parlementaires, l'Assemblée nationale a achevé une série de formations destinées à ses commissions permanentes. Initiée par le président de l'institution, Patrick Jérôme Achi, cette session visait à permettre aux députés, dont beaucoup sont nouvellement élus, de s'approprier les mécanismes du travail parlementaire. La dernière étape a

concerné la Commission de la recherche, de la science, de la technique et de l'environnement (CRSTE) ainsi que la Commission de la Défense et sécurité (CDS). Les travaux, organisés à la Rotonde et à l'Hémicycle, ont mêlé exposés et échanges. Objectif : donner aux élus les outils nécessaires pour exercer efficacement leur mandat et mieux appréhender leurs responsabilités.

## COUR DE CASSATION

### Yua Koffi salue les avancées judiciaires



Le lundi 9 mars 2026, la Cour de cassation a célébré la Journée internationale des droits des femmes et présenté ses vœux du Nouvel an lors d'une cérémonie festive à Cocody. Parées de pagnes aux couleurs du 8 mars, les femmes de l'institution ont été mises à l'honneur.

Le président de la Cour de cassation, Yua Koffi, entouré des magistrats et personnels administratifs, a dressé le bilan des réformes engagées en 2025 pour renforcer l'efficacité et la visibilité de la juridiction suprême. Parmi les avancées notables : la mise en place d'un comité de lecture des arrêts et avis, destiné à uniformiser les décisions et garantir une meilleure cohérence de la jurisprudence nationale.

La modernisation de l'institution passe également par des ateliers et séminaires visant à améliorer les pratiques judiciaires, ainsi que par une coopération accrue avec des juridictions étrangères.

## CANTINES SCOLAIRES

### La Côte d'Ivoire et le PAM renforcent leur partenariat

Le gouvernement ivoirien et le Programme alimentaire mondial (PAM) souhaitent donner un nouvel élan à leur coopération en matière d'alimentation scolaire. Le mardi 17 mars 2026, le ministre de l'Éducation nationale, N'Guessan Koffi, a reçu une délégation du PAM conduite par Olivia Hantz à la Tour B du Plateau. Les échanges ont porté sur l'extension du programme d'alimentation scolaire et sur le respect des engagements pris par la Côte d'Ivoire dans le cadre de la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire, à laquelle le pays a adhéré en 2023.

## JOURNÉE MONDIALE DES DROITS DES CONSOMMATEURS

### La Facaci appelle à la responsabilité



« Le consommateur bien informé et éduqué, pilier de la construction d'une grande Côte d'Ivoire ». Tel était le thème de l'édition 2026 de la Journée mondiale des droits des consommateurs, célébrée le samedi 14 mars à Agboville (Agnéby-Tiassa).

Organisé par la Fédération des associations de consommateurs actifs de Côte d'Ivoire (Facaci), l'événement s'est tenu sous le haut patronage du ministre de la Santé, Pierre N'Gou Dimba,

et le parrainage du ministre du Commerce, Ibrahim Kalil Konaté. Autorités administratives, acteurs économiques et organisations de la société civile ont pris part aux discussions sur la protection et l'éducation des consommateurs. Dans son allocution, Doho Hermann, président de la Facaci, a rappelé que le 15 mars est célébré chaque année dans le monde comme la Journée mondiale des droits des consommateurs.

**LE CODIVOIRIEN**  
est une publication de



SARL au capital de  
5 000 000 FCFA

Directeur de publication et Gérant :  
Zohoré Lassane

Directeur de la rédaction :  
Ilary Simplice (07 07 71 07 80)  
simplicellary@gmail.com

Rédacteur en chef :  
Jean-François Koffi (JFK)  
(0709768012)

Secrétaire générale de la Rédaction :  
JFK

Siège social :  
Marcory face à l'hôpital de Marcory

Adresse : BP 2773 Abidjan 11

Téléphone : 07 69 63 54 91

E-mail : info@lecodivoirien.ci

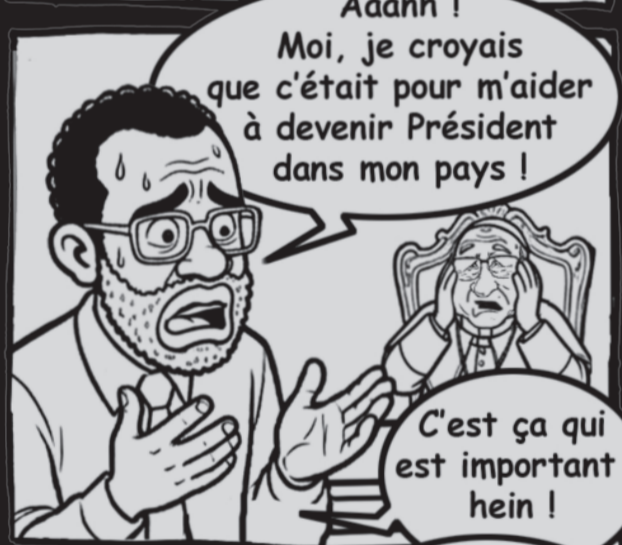
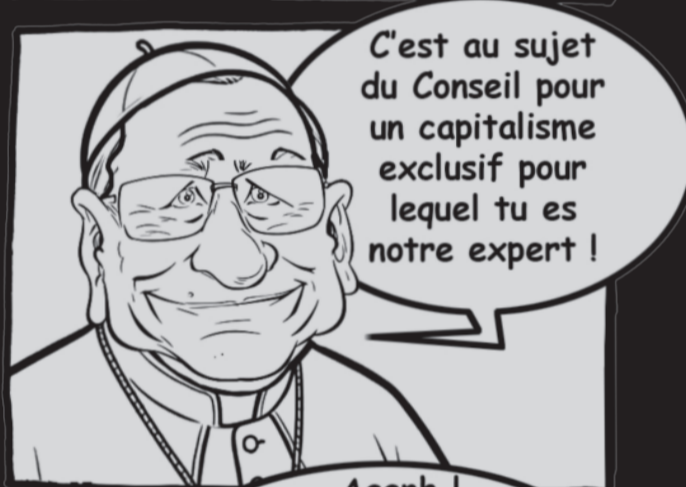
Impression : SNPECI

Dépôt légal : N°10984 du 21/01/2014

Récépissé : N° 56/D du 16/12/2013 du Procureur de la République

Tirage : 15.000 exemplaires

# TITHI DÔHi



## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

### La Côte d'Ivoire parmi les États les moins touchés en Afrique



Le président de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG), Épiphane Zoro Bi Ballo, a présenté le bilan des activités de l'institution qu'il dirige pour l'année 2025, lors d'une conférence de presse tenue le jeudi 5 mars 2026 à Abidjan, au siège de l'institution situé à la Riviera Golf. Face aux médias, le responsable de l'organe chargé de la prévention et de la lutte contre la corruption est revenu sur les principales actions engagées au cours de l'année écoulée. Celles-ci ont notamment porté sur la déclaration de patrimoine, la promotion de l'intégrité au sein de l'administration publique ainsi que la sensibilisation des acteurs publics et privés aux exigences de bonne gouvernance.

Abordant les indicateurs internationaux, Épiphane Zoro Bi Ballo a indiqué que la Côte d'Ivoire affiche un score de 43 sur 100 en matière de perception de la corruption, la plaçant parmi les dix pays les moins corrompus du continent africain. Ce résultat enregistre toutefois un léger recul par rapport à 2024, où le pays avait obtenu 45 points.

Au niveau mondial, le pays occupe le 76<sup>e</sup> rang sur 182, une position qui traduit un niveau de corruption jugé modéré, mais qui souligne également la persistance de défis en matière de perception et de transparence. « La lutte contre la corruption est un combat collectif qui exige l'engagement de tous », a rappelé le président de la HABG. Dans le cadre du renforcement de la trans

parence, l'institution entend poursuivre la vulgarisation du rapport 2025 de l'indice national de bonne gouvernance.

Cet outil vise à évaluer les performances du pays en matière de gestion publique, de responsabilité et de transparence. Pour l'année 2026, plusieurs réformes sont annoncées. Elles concernent notamment le renforcement des capacités des agents publics, des acteurs du secteur privé et des organisations de la société civile, l'intensification des mécanismes de promotion de l'intégrité dans l'administration, ainsi que la réalisation d'une enquête nationale sur la corruption.

À cela s'ajoutent la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption (2024-2028) à travers le Programme national dédié, le lancement de l'Indice national d'intégrité publique et la digitalisation du système de déclaration de patrimoine afin d'en améliorer la traçabilité et l'efficacité. À travers ces initiatives, la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance entend consolider les acquis enregistrés par la Côte d'Ivoire dans la lutte contre la corruption, tout en renforçant les dispositifs de prévention et de contrôle.

Selon Épiphane Zoro Bi Ballo, la réussite de cette dynamique repose sur une mobilisation conjointe de l'État, du secteur privé et de la société civile, en vue de promouvoir une gouvernance plus transparente et responsable.

Ange Kelyanne

## AÉRONAUTIQUE

### Jumelage entre les Aéro-clubs d'Abidjan et des Savanes

Les Aéro-clubs d'Abidjan et des Savanes ont scellé un jumelage, sous l'égide du président de la Fedisa, Macinanque Ousmane. Le protocole a été signé par Touré Daouda, président de l'Aéro-Club d'Abidjan, et Touré Abdel Khader, président de l'Aéro-Club des Savanes.

Ce partenariat marque la première étape d'un programme de développement de l'aviation générale en Côte d'Ivoire. Il vise à mutualiser les compétences et infrastructures pour former une nouvelle génération de pilotes. L'aéroport de Korhogo, récemment modernisé, servira de base stratégique pour les activités aéronautiques dans le Nord.

Touré Abdel Khader a souligné l'importance de cette collaboration : « La fusion de nos compétences renforcera le développement de l'aviation générale au bénéfice de nos régions. »





MALADE, VIVANT, MORT...

# Où est passé "Zéro" Guillaume ?

Depuis plusieurs semaines, la rumeur enfle autour de l'état de santé de Soro Guillaume. Sur les réseaux sociaux, certains influenceurs affirment que l'ancien président de l'Assemblée nationale serait gravement malade et hospitalisé dans un établissement de Niamey.

Où se trouve réellement Soro Guillaume ? Dans quel état est-il aujourd'hui ? Voilà le cœur d'un débat qui captive l'opinion publique ivoirienne. Bien qu'éloigné de la scène politique nationale, l'ancien président de l'Assemblée nationale demeure une figure centrale du débat public en Eburnie. Sa seule absence nourrit régulièrement des vagues de rumeurs sur son état de santé. Certains vont jusqu'à évoquer une fin de vie imminente.

## DE QUOI SOUFFRE SORO GUILLAUME ?

Selon plusieurs influenceurs, Soro Guillaume, qui résiderait dans un pays de l'AES, serait atteint d'une maladie en phase terminale. Les spéculations parlent d'insuffisance rénale ou de cancer du foie. « Soro Guillaume est très malade. Selon nos sources, il est en phase terminale. Son cas est grave et l'on craint le pire », lit-on sur les réseaux sociaux. D'autres rumeurs évoquent une évacuation sanitaire vers la Turquie, projet que l'ancien Premier ministre aurait refusé, craignant une arrestation orchestrée par le pouvoir ivoirien.

## SE FAIT-IL SOIGNER AU NIGER ?

Certains affirment qu'en refusant la Turquie, Soro aurait choisi un suivi discret dans une clinique de Niamey.

« L'ancien président de l'Assemblée nationale souffrirait d'un cancer du foie. Il serait hospitalisé à Niamey, en attente d'une évacuation vers Istanbul, qu'il retarderait par peur d'être interpellé », rapportent des influenceurs.

Pourtant, aucune source officielle, ni à Niamey ni à Abidjan, ne confirme ces allégations. Ce que l'on sait, c'est que Guillaume Soro est bel et bien vivant, même si son état réel reste inconnu. Ses proches, eux, rejettent fermement les rumeurs alarmistes. Ils assurent qu'il se porte bien et diffusent régulièrement des images où il apparaît souriant et en bonne santé. Mais qui l'a vu "de ses propres yeux" ces derniers mois ? Et si Soro Guillaume était réellement malade ? En Côte d'Ivoire, on dit qu'il n'y a pas de fumée sans feu, et certaines rumeurs finissent par se vérifier. Pourquoi ne publie-t-il pas de vidéos pour rassurer l'opinion ? Pourquoi ses proches ne donnent-ils pas davantage de nouvelles ?

Ancien chef de la rébellion des Forces nouvelles durant la crise politico-militaire des années 2000, Soro Guillaume s'est taillé un costume sur mesure. Premier ministre en 2007 sous Laurent Gbagbo, reconduit par Alassane Ouattara après la crise post-électorale de 2010-2011, il accède ensuite à la présidence de l'Assemblée nationale le 12 mars 2012.

Coulibaly De Tchongo

## LOGEMENTS SOCIAUX

# Amadou Coulibaly annonce un ambitieux programme de 1 000 habitations pour les acteurs des médias

Un projet d'envergure visant la construction de 1 000 logements en faveur des professionnels de la communication et des médias est en cours de déploiement en Côte d'Ivoire. Portée par une volonté d'améliorer durablement les conditions de vie et de travail des acteurs du secteur, cette initiative marque une avancée significative dans la politique sociale en faveur des professionnels des médias.

Dans ce cadre, le ministre Amadou Coulibaly a accordé une audience à Xavier Camp, Président-Directeur Général du Groupe KALIA, un acteur clé du secteur immobilier. Les échanges ont porté sur les modalités de mise en œuvre de ce programme structurant, ainsi que sur les mécanismes de financement adaptés aux réalités des bénéficiaires.

À l'issue de cette rencontre, le ministre a salué l'engagement des partenaires privés dans la concrétisation de ce projet. « **Ce programme de logements traduit notre volonté d'apporter des solutions concrètes aux préoccupations sociales des acteurs des médias. Il s'agit de leur offrir un cadre de vie décent et stable** », a-t-il déclaré.

De son côté, Xavier Camp a exprimé l'intérêt du groupe KALIA pour cette initiative et sa disponibilité à accompagner sa mise en œuvre, notamment à travers le financement de logements sociaux à coûts accessibles. Le projet prévoit également des mécanismes innovants d'acquisition, dont la location-vente sur des périodes allant de 7 à 15 ans, afin de faciliter l'accès à la propriété pour les bénéficiaires.



Le ministre Amadou Coulibaly a insisté sur l'importance de ces dispositifs : « **Nous voulons permettre aux professionnels des médias d'accéder à la propriété dans des conditions souples et adaptées**

**à leurs revenus. La location-vente constitue une réponse pertinente à cette ambition.** »

Les discussions ont également permis d'explorer des pistes concrètes pour accélérer la réalisation du projet, qui a déjà enregistré un début d'exécution avec l'implication du Kaydan Group, actuellement engagé dans la construction de 300 logements. Au-delà des acteurs des médias, cette initiative s'inscrit dans une vision plus large, en collaboration avec le Ministère de la Culture et de la Francophonie. Elle ambitionne d'être étendue aux professionnels des Industries Culturelles et Créatives (ICC), afin de renforcer l'inclusion sociale et de soutenir le développement du secteur culturel.

« **Notre ambition est d'élargir ce programme à l'ensemble des acteurs de la chaîne culturelle et créative. Il s'agit de bâtir un écosystème solide, où chaque professionnel peut évoluer dans des conditions dignes** », a souligné Amadou Coulibaly.

Avec ce projet, les autorités entendent poser les bases d'une politique durable d'accès au logement pour les acteurs des médias et de la culture, tout en renforçant les partenariats entre l'État et le secteur privé pour répondre efficacement aux enjeux sociaux.

JFK

## PROMOTION DES DROITS DES FEMMES

# Dominique Ouattara appelle à une justice plus équitable



**A** l'occasion de la célébration officielle de la 49<sup>e</sup> Journée internationale des droits des femmes, le samedi 7 mars 2026 à Abobo, la Première Dame de Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara, a lancé un appel en faveur d'un renforcement de l'équité dans l'accès à la justice pour les femmes et les filles.

S'exprimant lors de cette cérémonie, elle a rappelé que la promotion des droits des femmes demeure un levier essentiel pour bâtir une so-

ciété plus juste et favoriser le développement durable du pays. « **La promotion des droits des femmes et des filles est une condition essentielle pour garantir l'équité, la justice et le développement durable de notre nation** », a-t-elle déclaré.

La Première Dame a également insisté sur la nécessité d'offrir davantage d'opportunités aux jeunes filles, notamment en matière d'éducation et de formation. « **Nous devons continuer à investir dans**

**l'éducation des jeunes filles, leur formation professionnelle et leur autonomisation économique, afin qu'elles puissent pleinement participer à la construction de notre pays** », a-t-elle souligné. Elle a par ailleurs réaffirmé son engagement dans la lutte contre les violences basées sur le genre, estimant que « **chaque femme doit pouvoir vivre en sécurité et dans la dignité** ».

Pour ce qui la concerne, la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Nassénéba Touré, a salué les avancées juridiques enregistrées ces dernières années en faveur de l'égalité entre les sexes. Elle a notamment rappelé plusieurs réformes majeures, dont la Constitution de la Troisième République consacrant l'égalité entre tous les citoyens, la loi sur la parité adoptée en 2019 qui impose un minimum de 30 % de femmes sur les listes électorales, ainsi que la loi de 2015 instaurant la scolarité obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 16 ans.

La présidente du Sénat et maire d'Abobo, Kandia Camara, a pour sa part plaidé pour une meilleure diffusion des textes relatifs aux droits des femmes, notamment dans les zones rurales. « **Nous devons faire en sorte que toutes les femmes, y compris celles vivant dans les localités les plus reculées, connaissent leurs droits et puissent les faire valoir** », a-t-elle affirmé.

Elle a également insisté sur la nécessité de rapprocher les services judiciaires des populations. « **Il est important que la justice soit accessible à toutes, notamment en matière d'héritage et de foncier, afin que les femmes puissent bénéficier pleinement des protections prévues par la loi** », a ajouté la présidente du Sénat.

Enfin, la coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Hélène Ngarim-Ganga, a exhorté les acteurs nationaux à transformer les engagements en actions concrètes. Elle a appelé à une mobilisation collective afin que chaque femme puisse exercer pleinement ses droits et contribuer activement au développement de la nation.

Mohamed Koffi

## NUIT DU DESTIN

## Une célébration officielle en présence du président Alassane Ouattara



**D**ans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 mars 2026, la Grande Mosquée de la Riviera Golf a accueilli la célébration officielle de la Nuit du Destin (Laylatoul Qadr), en présence du Président de la République, Alassane Ouattara. Cette nuit de haute portée spirituelle a rassemblé plusieurs hautes personnalités de l'État, notamment le Président de la République Alassane Ouattara, le Vice-Président Tiémoko Meyliet Koné, le Vice-Premier ministre et ministre de la Défense Téné Birahima Ouattara, de plusieurs membres du gouvernement et de présidents d'institutions. Des diplomates accrédités en Côte d'Ivoire et de nombreux

fidèles musulmans ont également pris part à cette veillée marquée par le recueillement et la ferveur religieuse.

Au cours de la cérémonie, l'imam Moustapha Meïté, en service à Guiberoua, a animé une conférence autour du thème : « Le rôle de la Zakat et du Waqf dans la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la cohésion sociale ». Dans son intervention, il a souligné l'importance de ces instruments de solidarité dans la tradition islamique :

« La Zakat et le Waqf constituent des leviers puissants pour réduire les inégalités et promouvoir une société plus juste et solidaire », a-t-il affirmé, invitant les fidèles à en faire un usage plus accru au service des plus démunis.

Prenant la parole, le Cheick Houl Aïma Ousmane Diakité, guide de la communauté musulmane en Côte d'Ivoire, a rappelé la dimension exceptionnelle de cette nuit bénie : « La Nuit du Destin est meilleure que mille mois. Elle est une occasion unique de se rapprocher d'Allah et de prier pour notre pays », a-t-il déclaré.

Il a également lancé un appel à la responsabilité citoyenne, notamment en matière de sécurité routière « J'exhorte chacun, en particulier les conducteurs, à faire preuve de prudence afin de préserver des vies humaines », a-t-il insisté. Dans une atmosphère empreinte de spiritualité, des prières intenses ont été élevées pour la paix, la stabilité et

la prospérité de la Côte d'Ivoire. Les guides religieux ont fait des bénédictions pour les autorités du pays et pour l'ensemble de la nation, dans un contexte où l'unité et la cohésion sociale demeurent des priorités.

Cette célébration de la Nuit du Destin s'est ainsi imposée comme un moment fort de communion et de partage, réaffirmant les valeurs de solidarité, de fraternité et de vivre-ensemble. Elle a également été l'occasion de rappeler le rôle central de la foi dans la consolidation de la paix et du développement durable en Côte d'Ivoire.

Mohamed Koffi



## MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

## Gaoussou Touré succède à Adama Toungara



Son action contribue au renforcement du dialogue institutionnel, ainsi qu'à la promotion de la bonne gouvernance. Figure bien établie de la scène politique nationale, Gaoussou Touré dispose d'un parcours marqué par plusieurs responsabilités de premier plan. Originaire d'Odienné, il s'est progressivement imposé comme un cadre influent du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP). Sa trajectoire gouvernementale a notamment été marquée par son passage au ministère des Transports, où il a exercé les fonctions de ministre durant plusieurs années. À ce poste, il a contribué à la mise en œuvre de réformes visant à moderniser le secteur, notamment en matière de régulation et de sécurité routière. À l'issue de cette expérience ministérielle, il a été nommé gouverneur du District autonome du Denguélé, dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Il y a conduit diverses actions orientées vers le développement local, l'amélioration des infrastructures et le renforcement de la cohésion sociale dans cette zone stratégique.

Le président de la République, Alassane Ouattara, a procédé à la nomination de Gaoussou Touré au poste de Médiateur de la République, à travers un décret signé le mardi 10 mars 2026. L'annonce a été rendue publique à Abidjan par la Secrétaire générale de la Présidence, Masséré Touré-Koné. Le nouveau titulaire succède à Adama Toungara, appelé à exercer d'autres responsabilités.

Institution centrale dans le dispositif administratif ivoirien, le Médiateur de la République a pour mission de faciliter le règlement à l'amiable des différends entre l'administration publique et les citoyens.

Fort de ce parcours administratif et politique, Gaoussou Touré prend désormais la tête de l'institution du Médiateur de la République avec pour mission de poursuivre les efforts engagés par son prédécesseur, Adama Toungara, notamment en matière de médiation institutionnelle et de rapprochement entre l'État et les citoyens.

Sa nomination intervient dans un contexte où les attentes restent élevées en matière de règlement des litiges administratifs et de consolidation de la confiance entre les populations et l'administration publique.

Cynthia Koffi

## TOUMODI

## Une journée de partage pendant le jeûne musulman et chrétien

Le jeûne, qu'il soit observé par les musulmans durant le Ramadan ou par les chrétiens pendant le Carême, demeure un moment de recueillement, mais aussi de solidarité. En Côte d'Ivoire, ces valeurs se traduisent par des initiatives qui transcendent les appartenances religieuses.

C'est dans cet esprit que le Dr Lamine Traoré et son groupe LTE ont organisé, le vendredi 13 mars 2026 à Kplessou (Toumodi), une cérémonie de rupture collective du jeûne au centre islamique de l'ONG Mifacoci. Autour d'un même repas, musulmans et chrétiens ont partagé un moment de communion illustrant le vivre-ensemble. Pour le Dr Traoré, cette action dépasse le simple geste caritatif : elle vise à promouvoir la cohésion sociale et le dialogue intercommunautaire, tout en sensibilisant les jeunes.

## GBÊKÊ

## Assahoré Konan Jacques appelle les cadres Gblo à l'unité

Le ministre Assahoré Konan Jacques, président du Conseil régional du Gbêkê et cadre du canton Gblo, a lancé un appel à l'unité des ressortissants de Diabo-Languibonou. C'était lors d'une rencontre tenue le dimanche 15 mars 2026 à Abidjan, en présence de nombreux cadres et autorités traditionnelles.

Il a insisté sur la nécessité d'une synergie d'actions pour le développement du canton : « L'union fait la force. Nous devons travailler ensemble pour le développement de notre région », a-t-il déclaré. Le ministre a également mis en garde contre les divisions liées aux rivalités politiques et annoncé son intention de redynamiser l'Association pour le développement du Gblo (ADRB), restée en veille ces dernières années.

## RÉFORME DU SECTEUR DES VTC

Le ministre des Transports et des Affaires maritimes, Amadou Koné, a exprimé sa détermination à restructurer en profondeur le domaine des véhicules de transport avec chauffeur (VTC), confronté à de multiples dérives.

Dans cette perspective, il a convié, le vendredi 13 mars 2026, les dirigeants des principales plateformes actives sur le marché national. Les discussions ont porté sur l'urgence d'instaurer des tarifs plus justes pour les passagers, tout en améliorant les conditions de travail et de rémunération des chauffeurs.

Pour donner suite à ces orientations, les autorités ont annoncé la création, dès le mois d'avril, d'un comité technique de haut niveau. Ce groupe, placé sous la supervision directe du ministère, réunira des représentants de l'administration, des plateformes numériques, des syndicats de conducteurs ainsi que des associations de consommateurs.

La mission de ce comité s'étendra sur trois mois, délai au terme duquel il devra proposer un nouveau cadre réglementaire à soumettre au gouvernement.

Parmi les pistes de réforme déjà envisagées figurent le plafonnement des commissions prélevées par les plateformes, l'instauration d'un tarif minimum pour garantir un revenu stable aux chauffeurs, ainsi que la régulation de la tarification dynamique, connue sous le nom de « surge pricing », appliquée lors des pics de demande.

Les réflexions portent également sur la transparence des algorithmes utilisés par les plateformes, l'ajustement automatique des prix en fonction de certains paramètres externes, et l'introduction d'un compteur de prix. Cette dernière mesure vise à offrir aux clients une meilleure visibilité sur les coûts et à renforcer leur liberté de choix.

À travers cette initiative, le ministère ambitionne de bâtir un équilibre durable entre les attentes des consommateurs, les intérêts des conducteurs et les impératifs des opérateurs du secteur.

Cynthia Koffi

## Amadou Koné veut remettre de l'ordre



**SERVICE CIVIQUE  
À DALOA**

# 500 jeunes formés pour favoriser leur insertion socio-professionnelle



Le Centre de Service Civique de Daloa a célébré la sortie officielle de sa première cohorte le 9 mars 2026. Au total, 500 jeunes volontaires, dont 125 jeunes filles et 375 garçons, ont achevé leur parcours de formation lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Mamadou Touré.

Cette initiative s'inscrit dans la politique nationale d'encadrement et d'insertion des jeunes mise en œuvre par le gouvernement à travers l'Office du Service Civique National (OSCN). Elle répond également à la vision du Président de la République, Alassane Ouattara, qui vise à offrir une seconde chance aux jeunes en situation de vulnérabilité grâce à la resocialisation, à la formation civique et à l'apprentissage de métiers qualifiants.

Les volontaires, intégrés au centre le 17 novembre 2025, ont suivi un programme structuré autour de trois axes principaux : la resocialisation, l'éducation civique et citoyenne, et la formation professionnelle qualifiante. Plusieurs filières ont été proposées, notamment la maçonnerie, la mécanique automobile, l'électricité bâtiment, la coiffure-esthétique, l'agro-pastoral, la plomberie, la peinture bâtiment ainsi que la cuisine-pâtisserie.

À l'issue de cette formation, les jeunes bénéficieront d'un stage pratique de six mois en entreprise ou auprès de maîtres-artisans, avec l'appui de l'Agence Emploi Jeunes, afin de faciliter leur insertion pro-

gressive dans le monde du travail. S'exprimant au nom de ses camarades, le délégué de la cohorte, Roland Acho Adon, a souligné l'impact de cette expérience sur les participants. « Le service civique a été pour nous une véritable école de vie. Nous sommes arrivés avec des incer-

titudes, mais nous repartons aujourd'hui avec la discipline, la confiance et un métier », a-t-il déclaré, estimant que les jeunes formés sont désormais prêts à contribuer au développement de leurs communautés.

Le ministre Mamadou Touré a, pour sa part, salué l'engagement et la détermination des volontaires. « Ces jeunes ont accepté de se reconstruire à travers la discipline, le travail et l'engagement citoyen. La République est fière d'eux. Notre ambition est de faire du service civique un véritable tremplin vers l'insertion socio-professionnelle », a-t-il affirmé.

Dans l'assistance, plusieurs familles ont exprimé leur satisfaction face aux résultats obtenus. Jean Kouadio, parent d'un volontaire, a témoigné de la transformation observée chez son fils. « Avant d'intégrer le centre, il était sans repère et sans projet clair. Aujourd'hui, je le vois plus confiant et responsable. Cette formation a changé sa vie », a-t-il confié.

Construit sur une superficie d'environ cinq hectares, le Centre de Service Civique de Daloa a été inauguré le 4 octobre 2025 par le Premier ministre Robert Beugré Mambé. Il accueille des jeunes âgés de 16 à 35 ans venus de différentes régions du pays.

Avec la sortie de cette première cohorte, le service civique confirme ainsi son rôle dans la formation d'une jeunesse plus responsable, qualifiée et engagée au service du développement national.

Cynthia Koffi



## GORBATCHOV LE GOR



## GRANDE FIGURE DE LA RÉPUBLIQUE

## Henriette Dagri Diabaté célébrée à l'occasion de ses 91 ans

Toute la République était aux pieds de la Grande Chancelière honorifique. Henriette Dagri Diabaté, une femme, un combat pour la restauration de la démocratie, une résilience qui mène à une vie de dignité. Symbole d'une vie achevée, qui se célèbre aussi. À l'occasion de son 91<sup>e</sup> anniversaire, célébré avec faste le vendredi 13 mars 2026, une messe d'action de grâce a été organisée à la résidence de Mme Henriette Dagri Diabaté, Grande Chancelière honoraire de la République, afin de rendre grâce à Dieu pour les bienfaits reçus au cours de sa vie.

La cérémonie, marquée par un profond recueillement, a rassemblé plusieurs personnalités du monde politique et institutionnel venues témoigner leur respect et leur reconnaissance à cette figure de la vie publique ivoirienne. Parmi les invités, figuraient entre autres Mme Masséré Touré-Koné, Secrétaire général de la Présidence de la République, les ministres Ahoussou Jeannot, Adama Coulibaly de l'Économie, des Finances et du Budget ; Amadou Coulibaly dit Am's, Anne Ouloto, Mariatou Koné, Belmonde Dogo. Plusieurs présidents d'institutions, Mmes Kandia Camara (Senat), Chantal Camara, (Conseil Constitutionnel) et bien d'autres personnalités ont pris part à cette célébration empreinte de spiritualité et de gratitude.

Ce moment de prière a permis de saluer le parcours remarquable d'Henriette Dagri Diabaté, dont l'engagement et les contributions ont marqué la vie politique et institutionnelle de la Côte d'Ivoire. Les participants ont profité de l'occasion pour lui adresser des vœux de santé, de paix et de bénédictions pour les années à venir.

JFK



## Amadou Coulibaly rend hommage à une "dame de combat"

Le 13 mars, une messe d'action de grâce s'est tenue à la résidence de la Grande Chancelière honoraire, Henriette Dagri Diabaté, pour marquer son 91<sup>e</sup> anniversaire. Cette célébration spirituelle fut l'occasion de remercier Dieu pour les grâces reçues au fil de son parcours.

Figure marquante du Rassemblement des Républicains (RDR) puis du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), la professeure Dagri Diabaté demeure un symbole de courage, de persévérance et d'engagement politique. Malgré les épreuves, dont la prison et les violences subies par ses proches, elle n'a jamais renoncé à son combat pour une Côte d'Ivoire démocratique et prospère.

Son action, aux côtés de pionniers tels que Djény Kobina et en appui au Président Alassane Ouattara, a contribué à jeter les bases des progrès politiques et sociaux dont bénéficie aujourd'hui la nation.

Présent lors de cette cérémonie empreinte de recueillement, Amadou Coulibaly a exprimé son admiration pour celle qu'il qualifie de « dame de combat ». L'événement a rassemblé présidents d'institutions, membres du gouvernement, députés, directeurs généraux et anciens collaborateurs, tous venus témoigner leur respect et leur affection.

Ce temps de prière a permis de saluer un parcours exceptionnel au service du pays et d'adresser à l'illustre célébrée des vœux de santé, de paix et de bénédictions, avec l'espoir que Dieu continue de protéger celle que beaucoup appellent affectueusement « Mémé ».

JFK